

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 13 JUILLET 2024 - n° 1331

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

La démocratie bourgeoise embourbée. Il est temps de la renverser !

À l'issue des élections législatives, la gauche sous l'étiquette du Nouveau Front populaire (NFP) obtient une majorité relative. Le Rassemblement national (RN) est en troisième position derrière le groupe Ensemble de Macron. En Guadeloupe et en Martinique, c'est la gauche qui gagne les élections dans toutes les circonscriptions.

Quand ils ont appris que le RN n'avait pas de majorité absolue et donc ne pourrait pas gouverner, beaucoup de travailleurs et membres des classes populaires ont poussé un ouf de soulagement dès les premiers résultats dimanche 7 juillet à 20h.

L'Assemblée nationale se retrouve avec trois regroupements politiques dont aucun n'a la majorité absolue. Cela signifie que tous ces regroupements, au mieux, devraient essayer de composer avec les autres pour faire passer leurs lois, même le NFP avec sa majorité relative.

Autrement dit, tambouille politicienne et tripatouillages : voilà le plat peu ragoutant que nous serviront les députés nouveaux et anciens.

Pour au moins régler les affaires courantes, Macron n'a pu nommer aucun nouveau premier ministre et a prolongé Attal à ce poste.

Au moment où nous écrivons, c'est le blocage des institutions. La démocratie bourgeoise est embourbée dans ses propres institutions.

Il y a cependant un point commun entre ces trois regroupements politiques : ce sont tous des partis qui servent déjà la bourgeoisie ou se

posent en serviteurs de cette classe dominante. Quand ils ont été au pouvoir, la droite et la gauche ont servi la soupe à la bourgeoisie, aux grands capitalistes. On se souvient du CICE de Hollande et de la politique patronale de la droite. Quant au RN, il n'a jamais été au pouvoir mais sa politique de divisions des travailleurs français et immigrés montre qu'il fonctionne contre les travailleurs et marche pour la bourgeoisie.

Les élections dans le cadre du système capitaliste servent à faire fonctionner et pérenniser ce système fondé sur la loi du profit maximum pour les riches. Les milliardaires Arnault, Dassault, Bettencourt et autres Bolloré sont les vrais maîtres de la société. Leur démocratie se résume en une véritable dictature de la bourgeoisie.

S'il y avait une véritable démocratie, les élus seraient, au moins, révocables à tout moment, les travailleurs qui produisent l'essentiel des richesses dans la société, élimineraient leurs représentants dans les entreprises, les quartiers, les villes et les campagnes, partout. Voilà qui serait le début de la démocratie ouvrière. Mais cette démocratie-là ne pourra être que le fruit d'une révolution

sociale des travailleurs vers le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir politique.

Aujourd'hui, les militants et les travailleurs révolutionnaires ont intérêt à s'y préparer. Car la montée des partis bourgeois d'extrême droite comme le RN signifie en même temps un recul historique de la classe ouvrière et pas seulement en France.

À l'heure où le système dominant, le système capitaliste plonge le monde dans la barbarie, à Gaza, en Ukraine, en Haïti, il devient urgent qu'apparaissent des partis communistes révolutionnaires des travailleurs. Ils se donneront pour but le renversement du système capitaliste lorsque les travailleurs et les masses exploitées seront prêts pour cela. Car les conditions de vie et de travail qui se dégradent, la crise économique permanente du système capitaliste qui précipite toujours plus de travailleurs et de membres des classes populaires dans la pauvreté pousseront fatalement des millions d'exploités vers la voie de la révolution. C'est la seule perspective d'émancipation réelle pour les travailleurs, en France, en Guadeloupe, en Martinique et dans le monde. ■

Martinique
Transports maritimes : la grève a redémarré

LIRE p. 2

Guadeloupe
Grève à La Poste : la lutte continue



LIRE p. 2

Antilles
Pourquoi le vote RN a tant progressé en Martinique et en Guadeloupe ?

LIRE p. 6

Haïti
Les Kényans patrouillent sans inquiéter les gangs

LIRE p. 8

Martinique

Transports maritimes : la grève a redémarré

Depuis vendredi 28 juin 2024, les salariés de Vedettes Tropicales, passés depuis le 1er juillet sous la bannière de City up/Blue Heaven, ont à nouveau cessé le travail. En cause, le non-respect du protocole signé le 6 avril 2024 après plus d'un mois de grève.

Ces salariés avaient déjà cessé le travail du 26 février 2024 jusqu'au 6 avril 2024, date de signature d'un protocole de fin de conflit et de reprise du travail. Outre le gérant des Vedettes Tropicales, le président de Martinique Transport ainsi que la représentante de la direction du travail avaient apposé leur signature sur le protocole à côté de

ceux de la délégation salariale. Ce protocole précisait : « À défaut de respect d'une seule de ces dispositions, le présent accord devient caduc et emporte risque de reprise de la grève sur la base du même préavis ».

Sur les 15 points que comporte l'accord, seul celui portant sur les jours de grève a été partiellement respecté. Cela a justifié la

reprise de la grève le 28 juin.

« Votre contrat de travail a été transféré de plein droit à notre compagnie » a écrit à chaque salarié la direction de la société « Blue Heaven » qui a repris l'activité sous l'enseigne « Blue Lines » depuis le 1er juillet 2024. Mais cette dernière refuse d'entendre les salariés au motif qu'elle ne serait pas signataire

de l'accord du 6 avril 2024.

Face à cette situation, les salariés se sont remis en grève pour faire Martinique Transport et la direction de Blue Heaven respecter les accords signés et notamment payer les sommes dues. Le message des travailleurs est clair : ce n'est pas sur leur dos que la nouvelle direction bâtira son paradis bleu.

Leclerc : les clients mis à contribution

Surprise dans les magasins Leclerc durant la 1ère semaine de juillet ! En arrivant aux caisses, il était demandé au client s'il acceptait de rajouter 2 euros au

montant de ses achats pour abonder à une cagnotte de secours pour le tour de yoles de Martinique en difficulté. Et pour faire bonne figure, le groupe Le-

clerc, annonçait qu'il participerait à la dite-cagnotte en apportant le double du montant récolté.

Décidément, entre cagnottes et

rackets, voilà en tout cas des magasins de grande surface qui ne manquent pas d'idées ingénieuses pour faire les poches à leurs clients !

La cagnotte des gros possédants

160 000 euros, voilà la modeste cagnotte réunie en quelques heures par une douzaine de grosses entreprises locales, comprenant celles du groupe de Bernard Hayot et le groupement de planteurs Banamart. Était-ce une cagnotte pour augmenter drastiquement les salaires de leurs em-

ployés ? Non ! Pour cela, ces exploitants n'ont soi-disant jamais le moindre sous.

Là, il s'agissait d'une opération spéciale menée sous la houlette du maire du François, pour le sauvetage du tour des Yoles. Alors, comme l'a dit Alexis Gouyer, patron de Banamart,

tout sourire au journal télévisé du 3 juillet de Martinique 1ère :

« dans ce monde de bruts, il faut quand même que l'on puisse avoir un moment de plaisir et de joie... ». Du pain et des jeux pour endormir le peuple ! C'est ce à quoi sont prêts à contribuer ces gros possédants de la

place !

En tout cas, lorsqu'ils seront prêts à imposer par la lutte des augmentations de salaires, les travailleurs sauront qu'ils peuvent obliger les capitalistes à mettre la main à la poche. ■

Guadeloupe

Grève à La Poste : la lutte continue

Depuis le 25 juin, les employés de La Poste se sont mis en grève. Ils protestent contre leurs mauvaises conditions de travail depuis les élections européennes. Ils avaient en charge la distribution d'un million de plis pour les élections sur un mois, en plus du

travail habituel. Ce qui représente une surcharge de travail. Ils réclament en particulier une compensation financière pour la distribution des plis électoraux et une prime exceptionnelle de 300 euros. Ils exigent aussi des embauches pour pallier aux em-

ploi vacants.

La direction a tout d'abord refusé de négocier et a joué la carte de la division pour briser la grève. Elle a proposé à certains salariés des heures supplémentaires pour distribuer les plis électoraux. Puis, la direction a

décidé de ne pas céder aux revendications des grévistes. Les négociations ont été rompues. Les factrices et les facteurs sont déterminés à poursuivre la grève face au mépris de la direction. ■

MJC du Gosier : les salariés toujours mobilisés

Après 14 jours de grève déterminée, les salariées de la MJC s'occupant d'enfants ont arraché une rencontre avec les trois administrateurs du site. Un protocole d'accord a été signé, où il était acté :

- La mise aux normes de leur contrat à raison de 24h travaillées
- La régularisation des salaires non perçu en 3 versements : 50%

dans un premier temps, puis 2 versements de 25%

- Le paiement des salaires de juin et juillet
- Le paiement des heures supplémentaires
- La remise de toutes les attestations légales en termes d'impôt, de Pôle emploi, Sécurité sociale et CAF.

Quasiment rien de cet accord n'a

été respecté, aussi la grève a repris avec plus de détermination. La direction, plutôt de respecter la parole signée, joue la division : une partie du salaire a été versé à quelques-uns, mais pas à d'autre. La direction intensifie la pression sous forme d'appels téléphoniques à certains grévistes, voir même des appels à la famille, sous forme de chantage en

venant exhiber devant eux, un enfant pris de malaise et cela sans appel des secours.

Mais ni division, pressions ni même chantage ne passeront pas, car les grévistes sont déterminés à défendre, ensemble, leurs droits. Unité et détermination sont leur force ! La grève continue. ■

Affaire Klodo : une justice complaisante

Le 2 juillet, la famille de Claude Jean-Pierre et leurs avocats ont tenu une conférence de presse pour faire le point sur l'affaire. Pour rappel : le 21 novembre 2020, à la suite d'un simple contrôle routier de gendarmerie dans

la ville de Deshaies, Claude Jean-Pierre dit Klodo, retraité de 67 ans, a dû être transféré à l'hôpital. Il est devenu tétraplégique à cause de vertèbres cervicales brisées et d'une compression de la moelle épinière. Il est décédé

douze jours plus tard. La vidéosurveillance de la mairie avait révélé l'intervention violente des gendarmes à l'origine des blessures de Klodo, pourtant très calme lors de ce contrôle.

Aujourd'hui, trois ans et demi

plus tard la famille de Klodo se bat toujours pour que les gendarmes responsables soient jugés. Une nouvelle expertise médicale a été produite et les avocats ont demandé l'audition des gendarmes.

Élections législatives 2024

Nos résultats en Guadeloupe

Dans la 1ère circonscription, Danielle Diakok et Aline Céril ont obtenu 336 voix soit 1,43 % des suffrages. Dans la 3ème circons-

cription, Sidjie Esdras et Marie-Agnès Castrot ont obtenu 545 voix soit 1,85 % et dans la 4ème circonscription, Jean-Marie No-

mertin et Rony Tillé ont obtenu 1396 voix soit 6,41 %. Merci aux électeurs qui ont voté pour les candidats Combat ou-

vrier / Lutte ouvrière, le camp des travailleurs.

Nos résultats en Martinique

Dans la 1ère circonscription du Centre, Gabriel Jean-Marie et Marie-Hellen Marthe-Dite-Su-

relly ont obtenu 665 voix soit 2,88 % des suffrages. Dans la 3ème circonscription, Mélanie

Sulio et Steve Cizo ont obtenu 363 voix soit 2,04 %. Merci aux électeurs qui ont voté pour les

candidats Combat ouvrier / Lutte ouvrière, le camp des travailleurs.

Communiqué de Combat Ouvrier après le premier tour

Combat ouvrier présentait cinq candidats en commun avec Lutte ouvrière en Martinique et en Guadeloupe.

Nous remercions les 2 277 personnes (3,23%) en Guadeloupe et les 1 028 (2,45%) en Martinique qui ont voté pour nos candidats au premier tour de ces législatives.

Au total, 350 825 voix, soit 1,14% des voix se sont portées sur tous les candidats de Lutte ouvrière dans l'hexagone et l'outre-mer. C'est un score encore faible mais non négligeable et en progression par rapport à 2022.

Nos électeurs ont exprimé leur rejet des candidats du Rassemblement national comme de ceux du camp macroniste. Ils ont aussi montré leur défiance vis-à-vis de ceux de la gauche. Ils ont montré leur opposition à la répression coloniale directe qui sévit contre le peuple kanak

en Nouvelle-Calédonie. Ils ont voté contre le mépris général envers les travailleurs et les classes populaires des possessions françaises d'outre-mer causé par les séquelles du colonialisme.

Au deuxième tour, il n'est pas question pour les électeurs de Combat ouvrier et de Lutte ouvrière de voter pour le camp macroniste qui a piétiné le monde ouvrier. Et il n'est évidemment pas question qu'ils votent pour des candidats du Rassemblement national. Parce que le RN est un parti anti ouvrier. S'il parvient au pouvoir, il attaquera nos frères de classe, les travailleurs immigrés faisant ainsi reculer l'ensemble du monde du travail. Le RN, comme tous les partis en compétition pour gouverner, est respectueux de l'ordre capitaliste et fondamentalement dévoué à la grande bourgeoisie qui détient le monopole des usines,

des banques et des chaînes de distribution. Il véhicule les idées les plus réactionnaires : le racisme, la xénophobie, l'oppression des femmes.

Le plus grave est que ces nouveaux postulants au rôle de « sauveurs suprêmes » divisent les travailleurs, les dressent les uns contre les autres en fonction de leurs origines. Ils les affaiblissent, à un moment où les travailleurs ont encore plus besoin de leur unité dans les combats à venir contre leurs ennemis mortels. Ces derniers sont le grand patronat, les maîtres des grandes entreprises et de la finance.

Pour le deuxième tour, en l'absence de candidats se revendiquant des intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière, Combat ouvrier et Lutte ouvrière ne donnent pas de consigne de vote et ses électeurs sont donc libres de voter pour un candidat de la gauche ou de

s'abstenir. Si certains de ses électeurs considèrent utile de voter pour un candidat du Nouveau Front populaire, qu'ils le fassent sans en être gênés.

Ceux qui n'ont pas envie de donner un quitus aux candidats de la gauche peuvent se passer d'aller voter. Ils exprimeront de cette façon leur défiance vis-à-vis de l'ensemble de la caste politique de la bourgeoisie et des institutions de l'État.

Pour les travailleurs, ce qui comptera pour l'avenir, au-delà de la composition du parlement et du gouvernement et au-delà de ce qu'auront voté les uns ou les autres, c'est la capacité de la classe ouvrière à reprendre son combat. Oui, reprendre son combat en s'unissant, non seulement contre les marionnettes politiques, mais aussi contre la grande bourgeoisie qui tire les ficelles.

Le 1er juillet 2024.

Martinique : échos de campagne des travailleurs

Sur certains chantiers du BTP, dans la métallurgie et parmi la population, ce sont les mêmes réflexions qui se faisaient entendre. Pour certains : *Mwen pé ké voté. Paskè, piès sé kandida-a pa dakô ant yo. É nou paka konprann ayen sa yo ka pwopozé*. (Je n'irai pas voter au deu-

xième tour. Parce que, les candidats passent leur temps à se quereller entre eux. Et je ne comprends rien de ce qu'ils proposent).

Ou encore « *Sé toujou menm bagay la, yo ka fè anpil pwomès. É an fwa yo élu, yo ka oubliyé sa yo té pwomèt la. Sanmdi, mwen*

péké voté, mwen ka rété la kay mwen. Mwen pa anvi pèd tan mwen ».

(C'est toujours la même chose, les candidats font de belles promesses. Et une fois élus, ils ou elles ont tout oublié de leurs promesses. Je n'irai pas voter. Je n'ai pas envie de perdre mon

temps).

Et après les résultats obtenus, certains travailleurs ont limité leur réactions en disant : « *Heureusement que je ne me suis pas déplacé, ils n'avaient pas besoin de mon vote pour être élus* ».

France

Élections : droit de vote pour tous !

En France, une partie de la classe ouvrière est privée du droit de vote. Il s'agit des travailleurs immigrés.

Ils représentent un travailleur sur dix. Leur importance dans l'économie est encore plus marquée dans certains secteurs comme le bâtiment, le gardiennage, les employés de maison, etc. En Guadeloupe et Martinique, c'est dans le secteur de

l'agriculture qu'ils sont le plus représentés, spécifiquement dans la banane.

Il n'est pas normal que ceux qui participent à la création des richesses soient interdits de vote. Il n'est pas normal que la partie la plus exploitée de la classe ou-

vière soit réduite au silence lors des suffrages.

Les gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent depuis des années n'ont jamais accordé le droit de vote aux immigrés. Aujourd'hui avec la montée des partis d'extrême droite,

des xénophobes et des racistes, les travailleurs immigrés risquent d'être privés encore longtemps de ce droit...

Tous les travailleurs doivent pouvoir participer à la vie politique là où ils vivent, travaillent et paient des impôts.

Martinique

Monplaisir : la combine n'a pas marché

Les élections législatives anticipées après la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024 révèlent partout leurs lots de surprises. Les convictions chez certains hommes politiques locaux sont à géométrie très variable. Et qu'importe la manière et les contorsions à faire. Tout est bon pour atteindre le but visé.

Yann Monplaisir, capitaliste local, maire de Saint-Joseph et homme politique dit de « droite » a été un dirigeant du RPR du temps de Chirac. Il a choisi de s'allier à Bruno Azérot, maire de Sainte-Marie, président de Cap Nord, et allié de

Letchimy pour conquérir la Collectivité Territoriale de Martinique.

Monplaisir espérait certainement tirer bénéfice du soutien de Azérot comme Frédéric Buval. Ce dernier, alors maire ... socialiste de Trinité, a remporté un siège

de sénateur avec l'appui de Azérot, lors du dernier renouvellement. Et une fois élu, Buval a rejoint les rangs du parti de Macron au Sénat. Mais cette fois, la formule de l'homme de Sainte-Marie n'a pas marché et Monplaisir ne goûtera pas au plaisir

d'être député.

Ces combines montrent bien à quel point certains se moquent éperdument des populations qu'ils sont censés représenter.

La candidate du PS crée la surprise à Fort-de-France

En Martinique à l'issue du premier tour des élections législatives anticipées, les quatre députés sortants étaient en ballottage. Avec 69% des électeurs inscrits, l'abstention restait le fait marquant. Au soir du second tour le 6 juillet, la surprise est venue de la victoire de Béatrice Bellay, la secrétaire fédérale du parti socialiste en Martinique, sur le député sortant PPM, Johnny Hajjar.

Le PPM, Parti progressiste martiniquais est le parti créé par Aimé Césaire en 1958, après sa démission du parti communiste martiniquais et qui règne sur Fort-de-France depuis des décennies.

Les trois autres députés, Nadeau pour le Nord, Nilor pour le Sud, tous deux de « Péyi-a » ainsi que William proche de ce même parti, pour le Centre Atlantique, ont retrouvé leur fauteuil sans aucune difficulté. À noter que le mouvement indépendantiste Péyi-a a fait sa campagne en soutenant le Nouveau Front populaire. Avec une abstention de 67,56%, le second tour des élections n'a

guère suscité plus d'enthousiasme auprès des électeurs que le premier tour. À Fort-de-France, l'électorat jusque-là acquis en grande partie au PPM ne s'est pas mobilisé non plus. Et ce malgré le fait que le député sortant se soit revendiqué du Nouveau Front populaire comme la candidate du PS. À n'en pas douter, le ras-le-bol des difficultés quotidiennes d'une grande partie de l'électorat des quartiers populaires s'est exprimé ainsi. Mais cela marque un recul certain du PPM sur ses terres. Les dissensions internes ou les polémiques, existant au sein du parti à la tête de collectivités impor-

tantes telles que la ville de Fort-de-France avec Didier Laguerre ou la collectivité de Martinique avec Serge Letchimy, ont pu contribuer aussi à une mobilisation moins importante des militants. De leurs côtés, au 2ème tour, Francis Carole, candidat du Palima, (Parti pour la libération de la Martinique et de l'ex-majorité indépendantiste du *Gran Sanblé*), la cheffe d'entreprise Frédérique Dispagne, présidente de l'association des commerçants de Fort-de-France, ainsi que le PCM (qui lui n'avait pas de candidat) ont fait bloc derrière la candidate du Parti socialiste. Le candidat du Rassem-

blement national appelait lui aussi à voter « pour le changement ». Résultat des courses, au 2ème tour, la secrétaire fédérale de Martinique du PS, Mme Bellay, a obtenu 10 243 voix et Hajjar 8 541.

Béatrice Bellay est la première femme députée en Martinique. Mais si ce résultat a fait le buzz en Martinique ce n'est qu'un épisode de bataille électorale entre notables, tous au service des intérêts des gros capitalistes. En fin de compte, ces candidats et futurs députés ont vendu du rêve et des illusions à ceux qui voulaient les entendre.

Bellay offusquée par quelques vérités

Mercredi 26 juin, lors d'un débat télévisé entre candidats de la circonscription de Fort-de-France, Béatrice Bellay, candidate du PS, n'a pas apprécié que Mélanie Sulio, candidate de COLO, rappelle la politique menée par les socialistes, et notamment

Hollande, lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Mélanie Sulio, candidate communiste révolutionnaire de combat-ouvrier-Lutte ouvrière, cita la fameuse déclaration de Hollande en janvier 2012 « *mon adversaire, c'est la finance* », la

mise en place du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) ou encore la loi travail en 2016, invitant les travailleurs à se méfier des illusions répandues par la « gauche ». Une remarque qui n'a pas du tout plu à Bellay. Visiblement mal à l'aise et embar-

assée, elle a alors lancé « *Il y a de drôles de représentants de la droite en Martinique* ». Avant d'ajouter : « *Il y a une droite qui avance masquée ici* ». S'entendre rappeler des vérités n'a vraiment pas été du goût de Béatrice Bellay.

Nouvelle-Calédonie - Kanaky

Liberté pour les militants indépendantistes kanaks

Au mois de juin, onze militants étaient arrêtés dont huit ont été déportés dans l'Hexagone, à 17 000 km de la Kanaky. On leur reproche une implication dans les émeutes qui ont secoué la Nouvelle-Calédonie. Le 6

juillet, deux militantes ont été libérées sous contrôle judiciaire et assignées à résidence...dans l'Hexagone. Le même jour, deux autres militants ont été mis en examen portant à treize le nombre de mis en cause.

L'État étouffe la volonté du peuple kanak depuis des années et réprime aujourd'hui ceux qui se battent contre cette injustice. Il trouve des boucs-émissaires et les punit pour une situation dont il est lui-même responsable.

Non à la répression coloniale ! Exigeons la libération immédiate de tous les militants kanaks !

Pointe-à-Pitre : grande veillée pour le peuple Kanak

Le samedi 27 juillet, presque toutes les organisations politiques et syndicales anti colonialistes et membres du mouvement ouvrier appellent à une grande veillée nocturne sur la Place de la victoire à Pointe-à-Pitre. Ceci en soutien aux militants et au peuple de Kanaky durement réprimés parce qu'ils sont en lutte pour leur indépendance.

Les résultats du deuxième tour des législatives

En Guadeloupe, les quatre députés sortants ont été réélus. Ils ont bénéficié du soutien des gros partis locaux et de la plupart des maires.

Dans la première circonscription avec les Abymes, Pointe-à-Pître, Morne-à-L'Eau et Marie-Galante, Olivier Serva est réélu loin devant son adversaire, Chantal Lérus, soutenue par le maire de la plus grosse commune de la circonscription : les Abymes.

Dans la deuxième circonscription en Grande-Terre, Christian Baptiste, encarté Nouveau Front

populaire, est réélu loin devant son adversaire du Rassemblement national, Laurent Petit, quasiment inconnu en politique. Ce dernier fait tout de même de bons scores à Saint-François, preuve que le RN creuse son sillon.

Dans la troisième circonscription du Nord Basse-Terre, allant de Pointe-Noire à Goyave en passant par Sainte-Rose et Baie-

Mahault, Max Mathiasin est réélu face à Rody Tolassy (RN) qui se voyait déjà à l'Assemblée nationale ou dans le gouvernement Bardella. Là aussi, le sortant a bénéficié du soutien de quasiment tous les maires des communes pour faire barrage au RN. Dans la quatrième circonscription, Élie Califer, sous l'étiquette Nouveau Front populaire, est réélu loin devant son adver-

saire, Jennifer Linon soutenue par le président de Région Ary Chalus. Même dans sa commune d'origine, Vieux-Habitants, Califer l'a dépassée.

Tous ces élus, quel que soit leur bord politique, nous préparent au mieux à leur impuissance à l'Assemblée nationale, au pire aux exigences du grand patronat. ■

Communiqué de Combat ouvrier après le second tour des législatives

Pour tous les travailleurs, pour ceux des classes populaires qui craignent, à juste titre, la politique de division portée par le Rassemblement national, la victoire du Nouveau Front populaire est un soulagement.

Mais sauf une explosion sociale venant de la classe ouvrière, ce soulagement sera de courte durée. Dans le contexte de crise, de menace de crise financière et d'exacerbation des rivalités entre capitalistes, le prochain gouvernement mènera une politique aussi anti-ouvrière que celle de Macron, quand bien même il compterait une majorité de ministres de gauche.

Le nouvel attelage gouvernemental ne protégera pas non plus les travailleurs d'origine étrangère du rejet, voire de la haine raciste. Ces poisons vont continuer d'agir car l'absence de ma-

ajorité pour le RN résulte des tripatouillages entre les états-majors des partis politiques concurrents.

Le poids politique du RN n'a jamais été aussi élevé et il ne pourra que se renforcer quand, au fil des mois, le ou les prochains gouvernements montreront qu'ils n'ont rien d'autre à proposer aux travailleurs que de nouveaux reculs.

En Martinique et en Guadeloupe, le fait qu'aucun candidat RN n'ait pu se faire élire au second tour ne signifie pas un recul.

Pour la première fois, deux candidats RN ont été présents au second tour en Guadeloupe et un en Martinique.

Le RN s'installe maintenant dans le paysage politique antil-



lais. En fait, pour le moment il se renforce.

Rien de positif pour les travailleurs et les classes populaires ne surviendra s'ils ne sont pas capables de s'affronter à la grande bourgeoisie et à son système capitaliste et colonial. Il faut que

les travailleurs retrouvent le chemin des luttes collectives et la conscience qu'ils ont la force de le faire, sans se perdre dans la recherche d'un sauveur suprême qui n'existe pas. ■

Bardella : en tenue de Premier ministre

Nous publions ci-dessous un article de notre camarade de Lutte ouvrière, Sylvie Maréchal.

Dans son discours au soir du 30 juin, Jordan Bardella, costume et cravate sombres, chemise blanche, s'est présenté en habit de futur Premier ministre et sauveur de l'État qu'il espère être après le second tour de ce scrutin selon lui « *l'un des plus déterminants de l'histoire de la Vème république.* »

Le ton tranquille mais le vocabulaire apocalyptique, Bardella a désigné l'ennemi, le Nouveau Front populaire, qui fait courir « *à notre nation un péril existentiel* ». Car la victoire de ses candidats « *communautaristes* », et même « *fichés S* », ne

pourrait selon lui que conduire « *à l'insurrection, au désordre et à la ruine du pays* ». Tout en nuances...

En face, le Rassemblement national serait le sauveur. En bon politicien qui cherche un écho dans un public déjà acquis, il a déroulé ses thèmes favoris : la reprise en main de la politique migratoire, l'ordre, le respect des institutions, de la police, de la nation.

Quant aux électeurs dont un bon nombre ont voté par exaspération contre la dégradation de leur situation matérielle, ils ont

eu droit à une très petite mention sur la défense du pouvoir d'achat, noyée au milieu de propos destinés, s'il en était besoin, à rassurer les responsables de l'État bourgeois, et la promesse d'être « *un Premier ministre de la cohabitation respectueux de la Constitution et de la fonction du président de la République* ».

Bardella a ajouté qu'il souhaitait que cette période électorale se déroule dans un climat « *apaisé (...)* respectueux des règles démocratiques ». Le RN avait d'ailleurs pris soin d'éviter tout rassemblement trop large de militants et d'électeurs, qui au-

raient pu en étalant leur satisfaction se livrer à quelque désordre intempestif. Le signal était donc clair. Il a été envoyé à une partie des militants ou candidats du RN priés de modérer leurs propos, ou à des électrons libres, identitaires ou autres, que Bardella a bien connus dans sa jeunesse. Le RN et Bardella en costume de premier ministrable veulent désormais passer à la seule chose vraiment sérieuse : être des gouvernants sachant servir la bourgeoisie, sa politique et ses affaires. Et c'est à elle que le vrai signal a été envoyé. ■

Pourquoi le vote RN a tant progressé en Martinique et en Guadeloupe ?

Il paraît bien loin le temps où Jean-Marie Le Pen, principal représentant de l'extrême-droite française à l'époque, ne pouvait pas débarquer en Martinique et en Guadeloupe à cause des manifestations contre sa venue.

Le Front national dépassait à peine les 1% de voix aux Antilles malgré un certain succès électoral dans l'Hexagone. Pourtant aujourd'hui, des candidats du Rassemblement national (RN) parviennent à se hisser au second tour des législatives en Guadeloupe et en Martinique, même lorsqu'ils sont d'illustres inconnus.

Il est vrai que ce qui touchait directement la population en Martinique et en Guadeloupe, étaient les propos racistes tenus par Jean-Marie Le Pen. Et dans un pays multiethnique à majorité noire, issu de trois siècles d'esclavage et de colonialisme, le Front national d'alors ne passait pas. Mais Marine Le Pen a opéré un changement en respectabilité en excluant son père du FN, en obligeant ses dirigeants à se défaire de tout propos raciste. Bref la dédramatisation a marché, même si ce parti est encore truffé de nazillons, de suprématistes blancs, de racistes avérés. Beaucoup d'entre eux, ces derniers jours, pensant déjà qu'ils avaient le pouvoir se sont lâchés en propos racistes.

L'ascension de l'extrême-droite en France et dans le reste de l'Europe voire du monde est un phénomène social. Elle est la conséquence d'un système économique en crise.

Un système capitaliste en crise

La bourgeoisie mène une guerre de classe, une guerre sociale contre la classe ouvrière et les classes populaires. Parce que leur système est en crise et qu'ils veulent continuer à faire du profit, les capitalistes font tout pour ponctionner de l'argent aux travailleurs et aux plus pauvres. Les prix augmen-

tent, les salaires sont bloqués. L'exploitation s'aggrave et les conditions de travail deviennent de plus en plus inhumaines.

À cause du chômage et de la précarité, une bonne partie de la jeunesse est désœuvrée et tombe dans la délinquance et les trafics en tout genre.

Les services publics sont quasiment à l'abandon.

Cette aggravation de la situation crée un mécontentement au sein des classes populaires.

Des boucs émissaires

Pour beaucoup de travailleurs et de déclassés, les étrangers seraient responsables de la situation. Ce sont des boucs-émissaires idéaux. Parfois, cela tourne au fantasme : il y a plein de mensonges qui circulent sur les immigrés et leurs prétendus « aides » et privilèges. Ce sont des peurs irrationnelles qui s'expriment.

Il est plus facile de s'en prendre aux plus pauvres, aux plus exploités, aux Haïtiens, aux Dominicains, aux Saint-Luciens plutôt que de s'en prendre aux riches, aux puissants, aux Békés qui nous maintiennent dans cette situation.

Par populisme, le RN fait de l'immigration sa cible. Il a donc l'attention de beaucoup de gens. Le RN n'a pas inventé le racisme et la xénophobie. Ils existaient déjà parmi les classes populaires, mêmes noires et indiennes.

Ceux qui parmi les travailleurs et les classes populaires adoptent ce raisonnement se tirent une balle dans le pied. Ils contribuent à diviser les travailleurs selon leur origine dans un moment où la classe ouvrière devrait être unie face à une bourgeoisie à l'attaque.



Manifestation contre la venue de Jean-Marie Le Pen en Martinique le 6 décembre 1987. Des milliers de personnes avaient envahi le tarmac de l'aéroport du Lamentin, empêchant l'avion d'atterrir.

La responsabilité des politiciens de droite comme de gauche

Lorsqu'ils sont aux affaires, tous ces politiciens (de la droite à la gauche) défendent l'ordre établi, ce sont des serviteurs de la bourgeoisie. Ils sont incapables de contraindre les capitalistes à quoi que ce soit. Ils ne cessent d'attaquer les travailleurs par des lois de plus en plus scélérates.

Les partis de gauche, censés représenter les travailleurs, ont déboussolé et démoralisé bien des travailleurs. Lorsqu'ils ont été au pouvoir, les partis de gauche (le Parti socialiste flanqué du Parti communiste) ont mené une politique contre les travailleurs. L'accession de Mitterrand au pouvoir en 1981 et celle de François Hollande en 2012, avait soulevé beaucoup d'espoir parmi les classes populaires. Espoirs bien vite déçus lorsque le gouvernement bloqua les salaires en 1982 et qu'Hollande commença à casser le Code du travail. Une politique pro-patronale bien de droite !

L'illusion du changement

Le RN donne l'impression de s'adresser à tous ceux qui souffrent de la situation actuelle et sont en colère. Ces derniers veulent du changement et le RN prétend incarner ce changement. Le fait qu'il n'est pas encore été au pouvoir contribue à nourrir ce mythe du RN sauveur suprême. Le RN n'a pas eu le succès qu'il espérait à ces législatives, mais il sort renforcé en termes de voix et creuse son sillon au sein de la population, même aux Antilles, parce qu'il dit ce que les gens veulent entendre.

Il n'y aura pas de changement sans mobilisation massive et consciente des travailleurs ! Les travailleurs font tourner toute la société. S'ils veulent en finir avec ce système capitaliste, ils devront construire des partis regroupant des travailleurs de toutes origines autour de la conscience que le monde du travail reste la seule force révolutionnaire.

Dans les entreprises

Sucrerie en lutte

Fin de campagne sucrière prévue

L'estimation du tas de canne global est autour de 457 000 tonnes. Au 23 juin, seules 200 000 tonnes étaient déjà coupées, le Comité de liaison de la filière canne a annoncé le 24 juin une fin de récolte autour du 27 juillet. Un temps court pour tenter de sauver la production des petits planteurs d'au moins 100 000 tonnes.

Petite récolte des planteurs à Marie-Galante

À Marie-Galante, après deux mois et demi, la récolte s'est terminée le 22 juin. Les planteurs ont fourni 50,70 tonnes et il reste plus de 2 000 tonnes sur pied. Avec des résultats en recul par rapport à l'an dernier, le petit planteur perd, l'usine gagne.

Écho des hôpitaux (Martinique)

CEV: des pensionnaires indésirables !

Les nuisibles sont toujours là ! C'est à croire qu'ils nous narguent à leur façon de se faufiler partout. Il faudra vraiment que les décideurs prennent ce danger

sanitaire plus au sérieux et emploient des moyens efficaces pour les éliminer. Nous en avons marre de travailler avec ces bestioles !

La voix des communaux (Les Abymes)

Ba-y cocovid-19 pou savon, et alors ?

Les cas de Covid repartent à la hausse. Les gestes barrières sont de nouveau d'actualité. De même que les « lavez-vous les mains » et « utiliser des mouchoirs à usage unique ». Sauf que bon nombre de WC de la

collectivité n'ont pas de savon et de papier. La prévention sans moyens ne va pas très loin.

On ne peut pas tout partager

Au Pôle FIER au Raizet, les toilettes du rez-de-chaussée et la pièce du photocopieur sont séparées uniquement par un mur qui n'arrive pas tout en haut du plafond, si bien que les deux pièces communiquent. On entend et on sent tout ce qui se passe de part et d'autre du mur. Il y a des bruits et des odeurs dont on se serait bien passé...

Un nouveau chef de parti au pouvoir

Le 4 juillet, le Parti travailliste et son dirigeant Keir Starmer, ont remporté les élections législatives mettant fin à quatorze ans de pouvoir du parti conservateur. Le parti obtient la majorité absolue des sièges avec 412 sur 650. Le premier ministre Rishi Sunak et son Parti conservateur ne gagnent que 131 sièges.

Rishi Sunak confiant avait provoqué de nouvelles élections car il pensait gagner après s'être félicité d'avoir fait tomber le taux d'inflation. Mais il n'en est rien pour les masses pauvres. Les exploités subissent de plein fouet la crise économique. La situation sociale empire. Les gens font la queue dans les épiceries solidaires pour acheter des produits moins chers presque périmés. La viande et le poisson sont vendus dans des boîtiers avec une sécurité anti-vol. Il y a une augmentation des agents de sécurité dans les commerces de proximité.

Une vague de grève de la classe ouvrière a commencé en 2022.

Les salariés réclamaient des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail et le refus des suppressions de postes. Tous secteurs confondus, les cheminots, les postiers, les travailleurs de la santé, les enseignants etc. avaient pour objectifs d'obtenir des hausses de salaire au moins égales à l'inflation. Pendant une année plus d'un demi-million de travailleurs ont fait grève et ont manifesté dans les grandes villes. En

novembre 2022, les dockers de Liverpool et des chauffeurs de bus de Hull ont obtenu des augmentations supérieures à 14 %.

Depuis le mois de juin dernier, de nouvelles grèves ont été déclenchées. Les jeunes médecins de l'hôpital public ont fait grève du 27 juin au 2 juillet, c'est la onzième fois qu'ils débrayent depuis mars 2023. Ils réclament une augmentation de 35% des salaires à hauteur de l'inflation. Il y a aussi des grèves dans les transports, la restauration pour des hausses de salaires.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette nouvelle équipe de dirigeants. En Grande-Bretagne deux partis alternent au pouvoir : le parti conservateur et le parti travailliste. Ils défendent tous deux les intérêts de la bourgeoisie. Le parti travailliste, dont une partie de son électorat se trouve dans les syndicats, a maintes fois mené une politique anti-ouvrière favorable à la bourgeoisie. Cette année, il a d'ailleurs reçu 14,4 millions de livres sterling de la part des entreprises.

Le futur Premier ministre Keir Starmer a tenu à se démarquer



Keir Starmer, nouveau Premier ministre de Grande-Bretagne, juillet 2024.

du programme de la fraction la plus à gauche du parti travailliste défendu par Jeremy Corbyn, un ancien leader du parti. Il prévoyait la nationalisation des banques, des chemins de fer et de l'énergie, des investissements massifs dans le public (abolir les frais de scolarité ou revaloriser les aides sociales). Au contraire, ce que Starmer promet c'est « *la rigueur budgétaire et la stabilité économique* ». Tout un programme pour ne pas effrayer la bourgeoisie britannique.

Aucun dirigeant de ces partis

bourgeois ne défendra les intérêts de la classe ouvrière. Les travailleurs devront tout d'abord contourner les bureaucrates syndicaux prendre en main leur grève à travers des assemblées générales et des comités de grève.

Seules les luttes collectives pourront amener les travailleurs à prendre conscience de la nécessité d'un véritable parti de la classe ouvrière. Un parti révolutionnaire qui leur permettra de renverser la bourgeoisie et de diriger eux-mêmes la société.

Iran

Élections : un réformateur de façade

De nouvelles élections présidentielles ont eu lieu le 5 juillet suite à la mort de l'ancien président ultraconservateur Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère en mai.

C'est le candidat dit « réformateur » Masoud Pezeshkian qui a remporté l'élection avec 53,6 % des voix contre son adversaire Saïd Jalili (ultraconservateur). Par ces élections, le vainqueur cherchait à remobiliser les électeurs. Mais il y eut 60 % d'abstention. Au second tour sept millions de personnes de plus ont voté. Mais près de 50 % des inscrits ne l'ont pas fait. Cette hausse de la participation a donc bénéficié au candidat réformateur. Pezeshkian a fait de belles promesses en disant : « *Mon gouvernement s'opposera à la police des mœurs. Et je m'oppose fermement à toute forme de coercition à l'encontre d'un être humain. Nous n'avons pas le droit de contraindre les femmes et les jeunes filles, et j'ai honte de ces*

comportements à leur égard ».

Mais la population n'a pas oublié la répression violente du mouvement de protestation « femmes, vie, liberté » après la mort de Mahsa Amini, âgée de 22 ans. En septembre 2022, elle avait été arrêtée par la police des mœurs parce que des mèches de cheveux dépassaient de son voile, elle est décédée à l'hôpital. Sa mort a déclenché une explosion sociale, de nombreuses manifestations et des grèves.

Ce n'est pas la première fois qu'un président réformateur arrive au pouvoir. Ces présidents ont en réalité une faible marge de manœuvre car ceux qui possèdent le réel pouvoir, ce sont les religieux islamiques. Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, continue de terroriser



Masoud Pezeshkia, nouveau président élu en Iran.

la population et les femmes qui refusent de porter le voile. Pezeshkian après son élection a prêté allégeance au guide suprême et l'a remercié de l'avoir soutenu. Il y a de fortes chances que la politique d'oppression

des femmes et d'exploitation des travailleurs continuent. Le mécontentement au sein de la population est encore présent, elle souffre des pénuries, de l'inflation, de la pauvreté et du chômage qui augmentent.

Caraïbes

L'ouragan Béryl

Le passage des ouragans dans nos régions a malheureusement commencé plus tôt cette année. L'ouragan Béryl a traversé le lundi 1er juillet les Antilles et la mer des Caraïbes, puis a continué sa course vers la Jamaïque, le Mexique et les environs. Ce cyclone majeur de classe 5 a laissé derrière lui des morts et des dégâts matériels très importants.

Le dernier cyclone de catégorie 4 qui avait fait des ravages aux Antilles, près de nous à Saint-Martin était Emily en août 2005.

L'ouragan Béryl qui a atteint la Grenade, Saint-Vincent-et-les-Grenadines avait une force 5 avec des pics de 270 km/h, et les autorités ont recensé sept morts. Une catastrophe pour la population, plusieurs centaines de gens, en majorité pauvres, ont été obligés de quitter l'île. Plus de 90 % des bâtiments ont été détruits, pas d'électricité, pas d'eau, pas de service immédiat pour porter secours à la population. Les maisons où habite la population pauvre ont été rayées de la carte.

Les abris du gouvernement censés protéger la population ont été endommagés, à savoir les écoles, les églises et d'autres bâtiments ont eu leur toit arraché. Les structures ne sont pas adaptées pour abriter la population en cas d'ouragans.

Ce n'est pas la préoccupation majeure des responsables politiques, qui pensent avant tout à leur ambition personnelle, face à une population pauvre qui habite dans des maisons de fortune,

construites en bois qui ne sont pas dotées d'armatures en acier, scellés dans le sol, mais recouvertes avec de simples feuilles de tôles. Ces maisons de fortune ne sont donc pas constituées pour résister à un cyclone, même de faible intensité. Selon les dernières informations, environ 40 000 personnes ont été touchées à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, plus de 100 000 à la Grenade et 120 000 autres à la Jamaïque.

Par contre, la classe privilégiée, c'est-à-dire la classe riche de ces pays où la corruption fait souvent loi (capitalistes, gros commerçants, riches agriculteurs, avocats, médecins) n'habitent pas eux dans des maisons en bois, mais des maisons en ciment, bien ancrées au sol. Ces gens-là, ont à coup sûr, la chance de ne pas être les premières victimes d'une catastrophe naturelle.

Selon l'OMM, L'Organisation météorologique mondiale « *La saison des tempêtes dans l'Atlantique s'étend de juin à fin novembre, avec 17 à 25 tempêtes nommées attendues (la moyenne est de 14), huit à treize tempêtes devraient devenir des ouragans,*



Un quartier dévasté à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

soit plus que la moyenne de sept, dont quatre à sept ouragans majeurs (la moyenne est de trois). Un ouragan majeur est de catégorie 3, 4 ou 5 sur l'échelle de Saffir Simpson, avec des vents pouvant aller jusqu'à 178 km/h ou plus ».

Ce qui signifie que les populations des Antilles et des Caraïbes risquent d'être sur leur trajectoire.

Mais malgré de tels phénomènes (cyclones, tempêtes, tremblement de terre) qui se produisent dans les Antilles, on observe que les habitations dans les quartiers pauvres, dans les cités ne sont pas construites avec des structures bien adaptées. Ce ne sont

pas les moyens techniques qui manquent.

Ce n'est donc pas le fait du hasard mais de négligences ou de choix criminels. Tant que nous vivons dans une société capitaliste, où une petite minorité qui dirige et fait du profit est favorisée, les besoins élémentaires des populations ne seront pas pris en compte.

Et les effets des catastrophes naturelles se traduiront par la désolation par des morts et blessés parmi des milliers de pauvres. ■

Haiti

Les Kényans patrouillent sans inquiéter les gangs

Trois ans après l'assassinat du président Jovenel Moïse, le Premier ministre Garry Conille et neuf membres du Conseil de transition ont commémoré l'évènement tragique.

Le 7 juillet 2021, le président Moïse a été abattu de 12 balles par un groupe d'hommes armés qui a envahi son domicile à Port-au-Prince. Pendant ces trois années, il y a eu une flambée de la violence des gangs. Ariel Henry le premier ministre d'alors, impuissant face aux gangs, a appelé le déploiement d'une force armée contrôlée par l'ONU. Sous la pression des gangs il a dû démissionner et a été remplacé par un conseil présidentiel.

Le premier contingent de 200 policiers kényans soutenu par l'ONU est arrivé en Haïti le

25 juin, deux ans après la demande d'aide d'urgence. Début juillet ils commençaient des patrouilles sous le regard curieux des passants, devant l'ambassade des USA et les quartiers environnants ainsi qu'aux abords de l'aéroport international de Port-au-Prince où ils sont basés. Ils ne patrouillent pas dans la ville ou les quartiers populaires qui ne semblent pas être leur cible prioritaire.

Dans le même temps le 5 juillet, le chef de gang Jimmy Chérizier alias Barbecue tenait une conférence improvisée non loin de l'ambassade où il interpellait les membres du gouvernement. Ayant laissé son uniforme pour un beau costume rouge, il accusait le premier ministre Gary Conille de ne pas ouvrir le dialogue

avec les gangs et déclarait « *Concentrons-nous sur la solution ; la vraie solution est un dialogue national où chaque Haïtien, sans discrimination, a le droit de s'exprimer* ». Quel dialogue ? La population pauvre ne peut pas s'exprimer, ses volontés étant annihilées par la violence des gangs.

C'est ce même Barbecue qui pendant les trois dernières années a mené la guerre contre la population. Celui qui a commandé des enlèvements, des séquestrations, des tueries se donne le beau rôle aujourd'hui et tente de se faire passer pour un défenseur de la population, mais une grande majorité n'est pas dupe. ■

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de...mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

**M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises**

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 26 56 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>